

Daniel Bensaïd

**France**

## **Diversion, division**

Il a fallu, lundi, six heures de discussions, pas une de moins, aux syndicats et aux partis de gauche pour se mettre d'accord sur la déclaration d'appel aux actions du 18 décembre. Six heures pour finir par dénoncer à l'unanimité « la diversion grossière menée par le pouvoir à propos des problèmes de l'armée pour détourner l'attention des conséquences désastreuses de sa politique ».

Ce qui est grossier, c'est l'aveuglement volontaire des directions réformistes. Ce qui est désastreux, c'est leur complète capitulation.

Il suffit d'ouvrir les yeux pour voir que l'attaque gouvernementale contre les comités de soldats et ceux qui les soutiennent n'a rien d'une diversion, d'un à côté négligeable; qu'elle fait au contraire partie d'une attitude systématique et délibérée du pouvoir, et que les différents aspects de sa politique répressive sont étroitement solidaires,

Giscard a prétendu, au lendemain de son élection, inaugurer l'ère des réformes... Les cinq cents jours sont passés. Les réformes et la poudre aux yeux n'ont pas payé. Chaque élection partielle – et la dernière en date, celle de Chatellerauld – montre la fragilité de la majorité actuelle. Aujourd'hui même, un nouveau sondage donne la gauche légèrement majoritaire, en cas de législatives. Le grand bruit fait autour des pérégrinations d'un Caillavet ou des ouvertures d'un Robert Fabre n'y changent rien: le pouvoir craint pour son avenir.

Et il en conclut, comme Pompidou au moment de former le gouvernement Messmer, que pour préparer, de loin, les élections, il faut

gouverner à droite plutôt qu'« au centre ». Il faut apaiser le patronat, petit et grand, les Ceyrac et les Gingembre, affolés de voir des juges arrêter des patrons. Il faut secourir la hiérarchie militaire contestée. Attaques contre le mouvement des soldats, menaces contre le syndicat de la magistrature, assauts contre les syndicalistes, les syndicats et le droit de grève (en prétendant faire payer aux syndicats le manque à gagner lors des grèves dans le secteur public et nationalisé): ce sont les éléments d'une même offensive.

D'où émerge la question de l'armée. Car le pouvoir a compris que, sur ce point-là, le mouvement ouvrier était encore plus fragile que sur d'autres, plus susceptible de se diviser, de battre en retraite, de subir une défaite en rase campagne.

Car, outre ses préoccupations électorales à moyen terme, le gouvernement a des visées plus immédiates: infliger une correction préventive aux directions ouvrières, les « sonner » préventivement, avant qu'une reprise éventuelle, même éphémère, au cours de l'année 1976, ne crée les conditions les plus propices à une contre-offensive ouvrière. En effet, les Giscard, les Chirac et les Ponia se souviennent que l'explosion sociale de 1968 s'est produite juste au sortir de la récession de 1967, au moment précis où le chômage commençait à reculer, où les travailleurs se sentaient à nouveau plus forts et plus confiants... Où ils étaient résolus à se rattraper des mauvais jours. Et les Chirac et les Ponia redoutent pour les mois qui viennent la vague sourde qui se gonfle.

En infligeant une défaite au mouvement ouvrier dès aujourd'hui, ils espèrent briser son élan.

En poussant leur attaque sur le terrain de l'armée, ils ont donc voulu faire coup double:

casser le mouvement des soldats, dont le développement les inquiète; et enfoncer le fer dans un point faible des réformistes.

Touchés au vif, ces derniers hurlent à la provocation qu'ils prétendent, encore une fois déjouer... En hissant le drapeau blanc, en reniant les militants emprisonnés, en acceptant de se faire les agents actifs de la division. À un moment où il y a quarante et un camarades inculpés devant la Cour de sûreté de l'État, au moment où 17 militants syndicaux sont derrière les barreaux, il faut une belle dose de cynisme et de lâcheté, pour signer, tous ensemble, PC, PS, radicaux, CGT, CFDT, Fen, cette déclaration qui consacre tant de lignes à prendre ses distances envers les victimes de la répression:

« Les organisations signataires ont déjà dénoncé dans les derniers jours, les tentatives de les amalgamer à des groupes ou des activités antimilitaristes minoritaires irresponsables avec lesquelles, elles n'ont rien à voir. Aujourd'hui (jour des perquisitions), la poursuite de la répression gouvernementale et de la provocation policière constitue une nouvelle étape de la même manœuvre pour tenter de discréditer le mouvement syndical... »

Il y a de nombreux militants CFDT parmi les emprisonnés. Il y a des militants de la CGT. Ce type de déclaration constitue un reniement de leur action au moment où ils sont dans les pattes du pouvoir. Il s'agit au sens propre du terme d'une trahison. On peut même se demander si, demain, on aura encore le droit d'être antimilitariste et syndiqué, ou si ce sera un motif d'exclusion du syndicat pour délit d'opinion.

Les antimilitaristes qui, avant 1914, ont dirigé la CGT, ceux qui après la première guerre, ont fondé et animé la CGTU sont reniés par les bureaucrates d'aujourd'hui.

Les conséquences de cette politique seront,

à la longue très graves. Pour l'immédiat, elle permet au pouvoir de faire mouche. Elle laisse l'opinion s'accoutumer à voir des locaux perquisitionnés, des soldats et des responsables syndicaux sous les verrous, traînés, devant une juridiction d'exception. Elle accroît le doute, la confusion, la division.

Il ne faut pas accepter cette sinistre accou-

tumance. Il ne faut pas accepter de s'installer, aujourd'hui dans l'état d'exception, demain dans l'état de siège. La traditionnelle trêve des confiseurs ne doit pas permettre que se consolide le fait accompli.

Que se multiplient les initiatives et les mobilisations, que les murs se couvrent de mots d'ordres, pour la libération immédiate et sans

condition de tous les inculpés, pour la reconnaissance des droits démocratiques, de pétitionnement, d'expression, d'organisation dans l'armée, pour l'abrogation de la Cour de sûreté de l'État et de toutes les juridictions d'exception, militaires notamment.

*Rouge*, 19 décembre 1975